



Retrait de la loi immigration Contre le racisme et les expulsions !

La santé, le logement, l'éducation, le coût de la vie, voilà les problèmes prioritaires de tous les jours en France. Macron et son gouvernement les aggravent, et préfèrent détourner l'attention en visant les personnes étrangères. Alors qu'il prétend faire barrage à l'extrême-droite, le macronisme se lepénise !

La « loi sur l'immigration », défendue par Darmanin, et votée par l'alliance de l'extrême-droite, de la droite et de la très grande majorité des macronistes (*dans le Calvados, seul Arthur Delaporte PS-NUPES a voté contre*) le 19 décembre 2023 ne répond pas à ce qu'attendent les Français et les Françaises, malgré les sondages manipulés repris en boucle par les médias dominants. Qui a vu Macron afficher des sondages durant la lutte contre la réforme des retraites, quand l'écrasante majorité de la population y était opposée ?

Il y a une nouvelle loi pour limiter les droits des étrangers tous les 18 mois en France depuis 25 ans. **Mais la loi Darmanin rompt avec les principes de la République en instaurant la « préférence » nationale, vieille rengaine de l'extrême-droite.** Si elle est mise en application, elle aura des conséquences terribles sur la vie de centaines de milliers d'habitants étrangers sur notre sol et sur les rapports de la France avec les autres pays.

Cette loi raciste et xénophobe restreint le droit au séjour : les sans-papiers seront donc considérés comme des délinquants alors que les services, le BTP... ne tourneraient pas sans eux ; ils et elles seront privés de droits. Elle s'attaque au droit d'asile universel alors que les guerres se multiplient en restreignant considérablement les recours pour les demandeurs. Elle remet en cause le droit du sol qui est la règle en France depuis la 1^{ère} république de 1791 (les enfants d'immigrés nés sur le territoire devront désormais faire la demande de naturalisation, sans que beaucoup soient même informés de cette obligation).

Les étudiants non UE devront payer une caution qui devrait fortement augmenter, comme déjà les frais d'inscription dans beaucoup d'universités, alors même que le Gouvernement fait la promotion des études supérieures en France à l'étranger.

Cette loi restreint l'hébergement d'urgence, l'accès aux allocations familiales et à l'APL (aides au logement) pour les étrangers. Elle va ainsi jeter des familles à la rue

ou dans les filets de marchands de sommeil, particulièrement les femmes migrantes et leurs enfants.

Cette loi va ainsi précariser davantage les immigré-e-s, avec ou sans papiers. Elle renforce l'arbitraire au gré des préfets dans la régularisation par le travail au cas par cas, le refoulement aux frontières, la délivrance systématique des OQTF (obligations de quitter le territoire français) non applicables...

Cette loi va faire de la France une encore plus coûteuse machine à exploiter, enfermer, expulser. Une machine qui engraissera davantage des compagnies aériennes et des grosses entreprises de BTP et de services pour la construction et la gestion de Centres de rétention administrative que la loi veut multiplier, les mêmes qui exploitent des sans papier !

Prochaine étape : la suppression de l'Aide Médicale d'État (AME) qui permet l'accès aux soins des personnes sans-papiers. Une absence de soins qui mettra leur vie en danger et favorisera les épidémies, c'est pour cela que nombre d'organisations de soignants s'y opposent et que le Ministre de la santé a démissionné.

Aujourd'hui, le Gouvernement déclare la guerre aux étranger-e-s, et d'abord aux exilé.es. Demain, ce sera à une autre partie de la population de ce pays, surtout les plus faibles, les chômeurs, les précaires, les personnes âgées, les malades et les handicapés...

Nous, syndicats, associations, collectifs et organisations politiques exigeons le retrait de cette loi !

Nous appelons :

- **A soutenir toutes les luttes pour la régularisation des sans-papiers, notamment les grèves**
- **A empêcher l'application de cette loi en multipliant les actions de solidarité**

POURSUIVONS LA MOBILISATION
CONTRE LA LOI DARMANIN SAMEDI 13 JANVIER
Manifestons à CAEN 16h30 - Place du théâtre

Appel soutenu par : AFPS 14, Alternatiba Caen, ASTI 14, CAMO, CDDF et plus 14, CIMADE Caen, Collectif lexovien de Défense des Personnes Privées de Droits, Comité Amérique latine, Confédération paysanne Calvados, Coordination Solidarité Exilé-es, Ensemble!14, Femmes en noir de Caen, FSU 14, GESTE, Kic-Cip, LDH, Les Écologistes EÉLV-14, LFI Caen la Mer, NPA, Nupes du Coin Bessin Côte de nacre, PCF 14, PS 14, Solidaires 14, Solidaires étudiants Caen, UD-CGT 14, Union Pirate Caen, Vents Contraires, VISA 14.